

Bail rural : gare à l'obligation d'exploiter personnellement le fonds loué !



© 2026 Les Echos Publishing

L'exploitant agricole qui a régulièrement recours aux services d'une entreprise pour effectuer des travaux sur les terres louées à tel point qu'il peut être considéré comme ayant cessé de les exploiter personnellement s'expose à la résiliation de son bail.

L'action en revendication d'un bien vendu avec réserve de propriété



© 2026 Les Echos Publishing

Lorsqu'un bien a été vendu avec réserve de propriété jusqu'au paiement intégral du prix, le vendeur peut revendiquer le bien en cas de défaut de paiement du prix par l'acheteur même si la créance du prix de vente est prescrite.

Pas de report en arrière des déficits en cas de changement d'activité



© 2026 Les Echos Publishing

L'option pour le report en arrière du déficit d'un exercice sur le bénéfice de l'exercice précédent n'est pas possible lorsque la société a, au cours de l'un de ces deux exercices, modifié son activité.

Vente d'un local commercial

conclue au mépris du droit de préférence du locataire



© 2026 Les Echos Publishing

Lorsque le propriétaire a vendu un local commercial sans avoir respecté le droit de préférence du locataire, ce dernier peut faire annuler la vente en agissant en justice dans un délai de 2 ans.

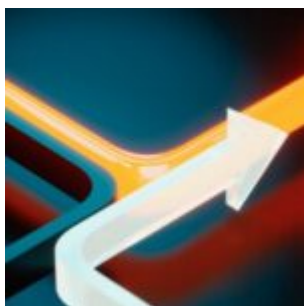
Violation d'une clause de non-concurrence par un agent commercial



© 2026 Les Echos Publishing

Pour pouvoir donner lieu à indemnisation, la violation d'une clause de non-concurrence par un agent commercial doit avoir causé un préjudice à l'entreprise au profit de laquelle elle a été souscrite.

Cession de parts sociales : conditions de validité d'une clause de non-concurrence



© 2026 Les Echos Publishing

Une clause de non-concurrence souscrite par un associé lorsqu'il cède ses parts sociales doit prévoir une contrepartie financière dès lors que ce dernier est également salarié de la société au moment où il souscrit l'engagement de non-concurrence.

Créance de CIR : le remboursement immédiat est-il obligatoire pour une PME ?



© 2026 Les Echos Publishing

Selon les juges de la Cour administrative d'appel de Toulouse, la demande de remboursement immédiat d'une créance de crédit d'impôt recherche (CIR) dont bénéficie une PME constitue une simple faculté.

Gare au délai pour demander l'indemnisation des améliorations du fonds agricole loué !



© 2025 Les Echos Publishing

Le fait que l'exploitant locataire ait contesté le congé délivré par le bailleur n'interrompt pas le délai de 12 mois dont il dispose pour demander une indemnisation au titre des améliorations apportées au fonds agricole loué.

Responsabilité du dirigeant d'une association en cas d'insuffisance d'actif



© 2025 Les Echos Publishing

Le dirigeant d'une association qui a commis des fautes de gestion ayant entraîné une aggravation de l'insuffisance d'actif d'une association en liquidation judiciaire peut être condamné à rembourser ses dettes.

Bail commercial : l'obligation du bailleur de maintenir le local en bon état



© 2025 Les Echos Publishing

Le bailleur étant tenu de délivrer le local en bon état de réparations pendant toute la durée du bail, le locataire est en droit d'agir en justice contre lui pour le forcer à respecter cette obligation tant que le manquement à celle-ci perdure.